



VILLE DE PLOEMEUR  
MORBIHAN

Envoyé en préfecture le 14/12/2016  
Reçu en préfecture le 14/12/2016  
Affiché le 14 DEC. 2016  
ID : 056-215801626-20161212-DB20161212-DE

EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNE DE PLOEMEUR

Séance Publique du  
12 Décembre 2016

**DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2017**

**Etaient présents :**

Ronan LOAS, Teaki DUPONT, Antoine GOYER, David DREGOIRE, Hélène BOLEIS, Patricia QUERO-RUEN, Pascaline ALNO, Claudie LE BIHAN, Patrick GOUELLO, Bernard CLERGEON, Dominique QUINTIN, Pierre-Yves CAINJO, Jean-Luc MADEC, Katherine GIANNI, Isabelle LE RIBLAIR, Anne-Valerie RODRIGUES, Armelle GEGOUSSE, Philippe DONIES, Christelle CAINJO, Daniel LE LORREC, Irène BELLEC, Michel LE MESTRALLAN, Nolwenn DELALEE, Jean-Guillaume GOURLAIN, Thierry LE FLOCH.

**Absents excusés ayant donné pouvoir :**

Serge LECUYER à Ronan LOAS, Martine YVON à Patricia QUERO-RUEN, Yolande ALLANIC à Jean-Guillaume GOURLAIN, Sylvain BRITEL à Daniel LE LORREC.

**Absents :** Loïc TONNERRE, Michel ROUALO, Dominique SAURAY, Dominique DAUGES.

**Secrétaire de séance : Katherine GIANNI**

Présents : 25  
Pouvoirs : 04  
Absents : 04

## **DIRECTION RESSOURCES**

### **DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2017**

Rapporteur : Antoine GOYER

Le budget est un acte essentiel dans la vie de toute collectivité territoriale car il traduit en terme financier le choix politique des élus. Le cycle budgétaire est rythmé par de nombreuses décisions dont le débat d'orientation budgétaire constitue la première étape.

L'article L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) prévoit que dans les communes de 3 500 habitants et plus, un débat ait lieu au conseil municipal sur les orientations générales du budget ainsi que sur les engagements pluriannuels envisagés dans un délai de 2 mois précédant l'examen de celui-ci.

L'article 107 4° de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) est venu modifier l'article L. 2312-1 du CGCT pour préciser un contenu obligatoire du rapport du débat d'orientations budgétaires (DOB) :

« Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique. » « Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport mentionné au deuxième alinéa du présent article comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail. Il est transmis au représentant de l'Etat dans le département et au président de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre ; il fait l'objet d'une publication. Le contenu du rapport ainsi que les modalités de sa transmission et de sa publication sont fixés par décret. »

La forme de ce rapport diffère donc des précédents exercices afin de tenir compte de ces récentes évolutions législatives qui réglementent progressivement le contenu du rapport du débat d'orientations budgétaires. Le rapport du débat d'orientations budgétaires doit donner lieu à un débat. A l'issue de la présentation et des échanges, le rapport est soumis au vote du conseil municipal.

Le document soumis a été élaboré à partir des éléments disponibles en novembre, à savoir :

- le texte du projet de loi de finances (PLF) pour 2017 dans sa version initiale,
- le texte du projet de loi de programmation des finances publiques 2014 - 2019

Le projet de loi de finances, examiné en octobre/novembre par le Parlement est donc susceptible d'être modifié tout au long des discussions parlementaires. Le texte de loi définitif devrait être voté fin décembre 2016.

Seront examinés successivement :

- Le contexte général de l'année 2017 avec les perspectives économiques et le PLF pour 2017,
- La situation financière de la collectivité avec la présentation de la rétrospective financière 2009 - 2015 et les caractéristiques générales de la dette,
- Les orientations budgétaires 2017 en fonctionnement et en investissement

## **I - Contexte général de l'année 2017**

### **1) Perspectives économiques**

Au second semestre 2016, la croissance des économies avancées a été contrastée. Si elle s'est améliorée aux États-Unis à la faveur d'une reprise de l'investissement productif et de la demande des pays émergents, en revanche, les incertitudes politiques en Europe se sont accrues et assombrissent les perspectives conjoncturelles des économies même si le climat des affaires et la confiance des ménages permettent à la croissance européenne de résister (+0,3 % au troisième trimestre puis +0,4 % au quatrième).

En France, la croissance devrait être modeste au troisième trimestre (+0,2 %) avant de s'élever au quatrième (+0,4 %). En moyenne sur l'année, elle serait comparable en 2016 (+1,3 %) à celle de 2015 (+1,2 %). Après un repli au printemps, l'investissement des entreprises retrouverait de l'élan au second semestre, encore largement favorisé par les conditions de financement, en raison d'une part de la baisse des taux d'intérêt et d'autre part du net redressement de leur taux de marge. Ces évolutions devraient permettre au taux de chômage de baisser à 9,8 % de la population active française en fin d'année, contre 9,9 % mi-2016 et 10,2 % fin 2015.

Cependant, deux aléas principaux sont associés à ce scénario. Le premier concerne les différentes échéances politiques de part et d'autre de l'Atlantique avant la fin de l'année ; leur issue pourrait générer davantage d'incertitude et par suite, un surcroît d'attentisme des investisseurs. Le second est propre à l'économie française : le rebond attendu des exportations pourrait être plus important que prévu, rattrapant pour partie les déceptions passées, ou il pourrait au contraire de nouveau manquer à la croissance.

## **2) Le Projet de Loi de Finances 2017**

Dans ce contexte, le Gouvernement a bâti le Projet de Loi de Finances (PLF) pour 2017 sur les hypothèses suivantes : une croissance du produit intérieur brut de 1,5 % en 2017 et une inflation modérée à +0,8 %.

Dans le volet consacré aux collectivités locales et plus particulièrement au bloc communal, le PLF pour 2017 présente 3 axes principaux portant respectivement sur les dotations, le maintien des mesures de soutien en faveur de l'investissement local et la stabilisation de la péréquation horizontale.

### **a) La contribution au redressement des comptes publics**

Dans le souci de poursuivre le redressement des comptes publics, le PLF 2017 prévoit une nouvelle baisse des dotations de l'Etat en faveur des collectivités locales. Cette baisse est toutefois moins importante que celle initialement prévue puisque la diminution est de 2,63 Mds € en 2017 au lieu de 3,67 Mds € envisagés dont 1,03 Mds € pour le bloc communal.

Par ailleurs, la péréquation verticale devrait être globalement augmentée au même rythme que l'an passé. Ainsi, la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU) serait abondée de 180 millions d'euros et la dotation de solidarité rurale (DSR) de 117 millions d'euros. La dotation nationale de péréquation (DNP) serait, quant à elle, conservée et maintenue à son niveau de 2016.

Le texte prévoit également d'assurer une meilleure répartition de la DSU pour la rendre plus équitable. A cet effet, il est prévu de l'attribuer aux deux tiers des communes de plus de 10 000 habitants contre les trois quarts aujourd'hui (soit 668 communes au lieu de 751 en 2016), ce qui devrait permettre de relever le montant destiné à chaque bénéficiaire et de réduire des grands écarts constatés entre communes similaires.

L'article 150 de la loi de finances pour 2016, qui fixait les grands axes de la réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) du bloc communal qui devait entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2017, est supprimé. Le gouvernement renvoie cette réforme importante à une loi spécifique, qui sera présentée une fois les travaux parlementaires achevés et la nouvelle carte intercommunale arrêtée.

### **b) La poursuite des mesures en faveur de l'investissement local**

Le PLF 2017 poursuit l'action menée en faveur de l'investissement local. Le fonds de soutien à l'investissement local (FSIL), créé par la loi de finances 2016, est ainsi pérennisé et l'enveloppe qui y est affectée doit s'élever à 1,2 milliard d'euros.

La moitié de ce fonds est destinée au soutien des projets menés par les communes et intercommunalités (projets de rénovation thermique, de transition énergétique,...), l'autre moitié étant destinée aux projets des territoires ruraux.

### **c) Les mesures de stabilisation de la péréquation horizontale**

Cette péréquation consiste à attribuer aux collectivités défavorisées une partie des ressources des collectivités les plus "riches".

Pour le secteur communal, elle s'est traduite par la création du ~~fonds de péréquation des~~ ressources intercommunales et communales (FPIC), mise en place en 2012.

Pour tenir compte des nouveaux schémas de coopération intercommunale (SDCI), le projet de loi de finances 2017 prévoit de stabiliser ce fonds pour permettre aux collectivités nouvellement constituées d'anticiper leurs contributions. Le montant prévu pour le FPIC est donc gelé à 1 milliard d'euros alors que la loi de finances 2016 prévoyait une montée en puissance du fonds qui devait atteindre 2 % des recettes fiscales des communes et EPCI à compter de 2017.

#### d) Autres informations

Le nouvel Observatoire des finances et de la gestion publique locale a officiellement été installé mi-octobre 2016. Créée par la loi NOTRe, cette nouvelle instance se substitue à l'ancien observatoire des finances locales et en reprend ses prérogatives, notamment la production annuelle d'un rapport sur la situation financière des collectivités locales. En outre, elle se voit confier deux nouvelles missions : la réalisation d'évaluation de politiques publiques locales ainsi que l'établissement, la collecte, l'analyse et la mise à jour des données et des statistiques portant sur la gestion des collectivités territoriales et la diffusion de ces travaux afin de favoriser le développement des bonnes pratiques.

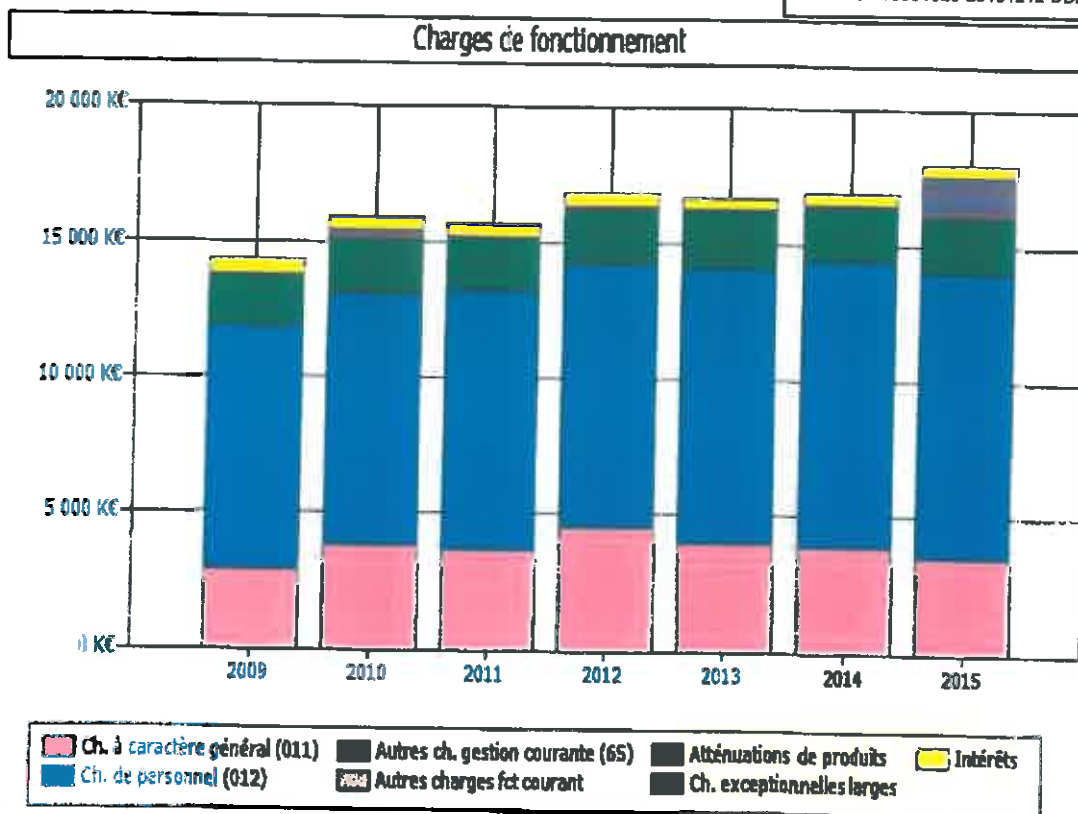
## II – La situation financière de la collectivité

### 1) La rétrospective 2009-2015

L'analyse rétrospective de la « santé » financière de la commune constitue un préalable indispensable avant de se projeter sur les perspectives offertes tant en exploitation qu'en matière patrimoniale. La situation financière de la ville sur la période 2009-2015 est la suivante :

#### a) Les dépenses de fonctionnement :

| K€                                                               | 2009          | 2010          | 2011          | 2012          | 2013          | 2014          | 2015          |
|------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| <b>Charges fct courant strictes</b>                              | <b>13 693</b> | <b>15 041</b> | <b>15 164</b> | <b>16 289</b> | <b>16 209</b> | <b>16 448</b> | <b>16 019</b> |
| Charges à caractère général                                      | 2 904         | 3 793         | 3 683         | 4 507         | 3 954         | 3 856         | 3 547         |
| Charges de personnel                                             | 8 986         | 9 289         | 9 567         | 9 739         | 10 127        | 10 586        | 10 498        |
| Autres charges de gest <sup>o</sup> courante (yc groupes d'élus) | 1 803         | 1 959         | 1 910         | 2 043         | 2 128         | 1 998         | 1 974         |
| Autres charges fct courant                                       | 0             | 0             | 4             | 0             | 0             | 8             | 0             |
| Atténuations de produits                                         | 0             | 0             | 0             | 11            | 0             | 0             | 0             |
| <b>Charges fct courant</b>                                       | <b>13 693</b> | <b>15 041</b> | <b>15 164</b> | <b>16 300</b> | <b>16 209</b> | <b>16 448</b> | <b>16 019</b> |
| Charges exceptionnelles larges *                                 | 39            | 359           | 24            | 31            | 76            | 61            | 1 541         |
| <b>Charges fct hs intérêts</b>                                   | <b>13 732</b> | <b>15 400</b> | <b>15 189</b> | <b>16 331</b> | <b>16 285</b> | <b>16 509</b> | <b>17 560</b> |
| Intérêts                                                         | 590           | 487           | 517           | 496           | 431           | 399           | 410           |
| <b>Charges de fonctionnement</b>                                 | <b>14 322</b> | <b>15 887</b> | <b>15 706</b> | <b>16 827</b> | <b>16 716</b> | <b>16 908</b> | <b>17 970</b> |



Les charges de fonctionnement courant strictes (hors intérêt de la dette) qui regroupent les charges à caractère général, les charges de personnel et les charges de gestion courante ont évolué de 1,5% en moyenne sur la période. Les efforts entrepris pour maîtriser les charges de fonctionnement se traduisent par une inflexion de leur évolution en 2015 qui devrait être à nouveau confirmée en 2016.

Les charges générales sont maîtrisées avec une évolution réelle moyenne sur la période de 1,5% (avec une inflation de 1,1%) et permettent ainsi de préserver les grands équilibres budgétaires.

Les dépenses de personnel font l'objet de la plus grande attention dans la mesure où elles représentent 60% de la section de fonctionnement. Le Glissement Vieillesse Technicité (GVT, à savoir l'impact des évolutions indiciaires des carrières), les revalorisations catégorielles de salaires décidées au niveau de l'Etat, sont autant de dépenses incompressibles et de facteurs de rigidité de la masse salariale. Les mesures prises pour la maîtriser (examen des remplacements après examen approfondi au cas par cas des postes et besoins concernés, politique d'amélioration des conditions de travail et d'analyse de l'absentéisme...) devraient à terme porter leur fruit, l'année 2015 ayant été marquée par une inflexion de leur évolution (-0,8% en 2015) qui devrait se poursuivre en 2016.

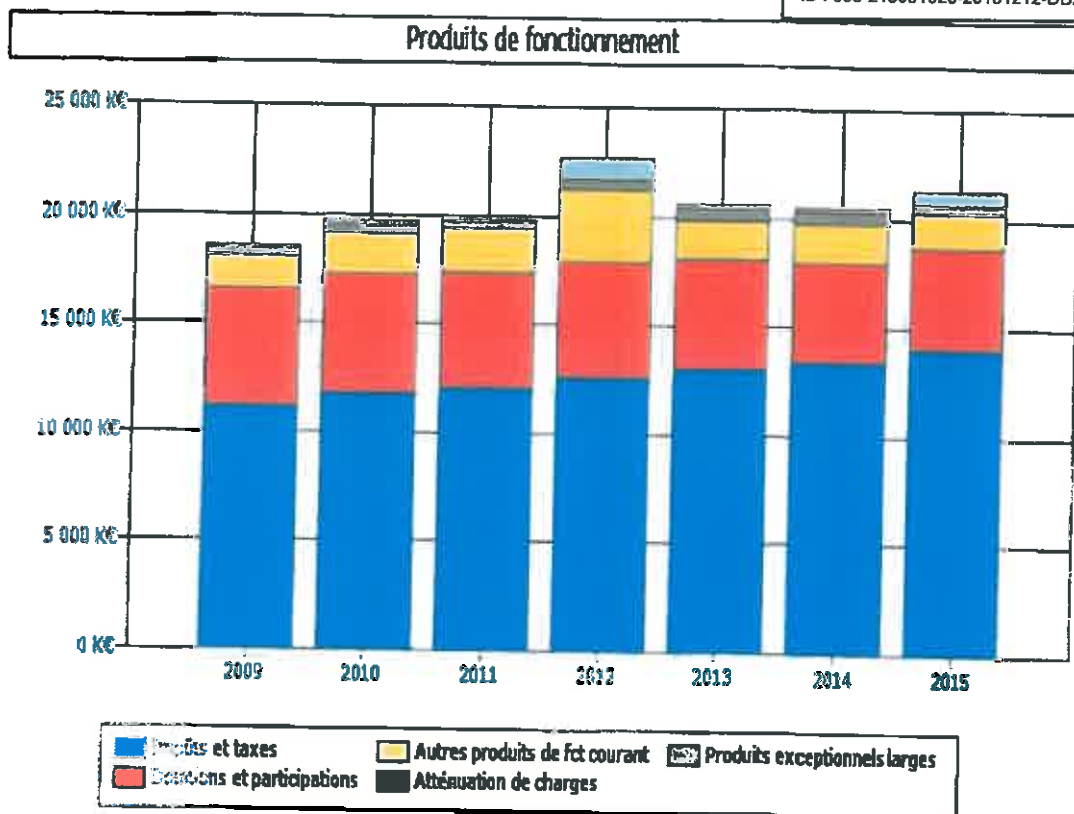
Les autres charges de fonctionnement courant, qui comprennent principalement la participation versée au CCAS et le contingent des participations versées aux écoles privées, sont stables sur la période (-0,4%)

Les charges exceptionnelles ont quant à elles connu une ~~évolution importante liée à un~~ changement de périmètre budgétaire. En effet, pour mémoire, l'année 2012 avait été marquée par l'intégration dans les comptes de la commune des résultats des budgets de la Régie Eau et Assainissement. L'année 2015 a comptabilisé les écritures de reversement des résultats de la régie Eau et Assainissement à Lorient Agglomération et le reversement échelonné sur 3 exercices de ses résultats.

Au total, entre 2009 et 2015, les charges réelles de fonctionnement ont évolué de 2,7%

**b) Les recettes de fonctionnement :**

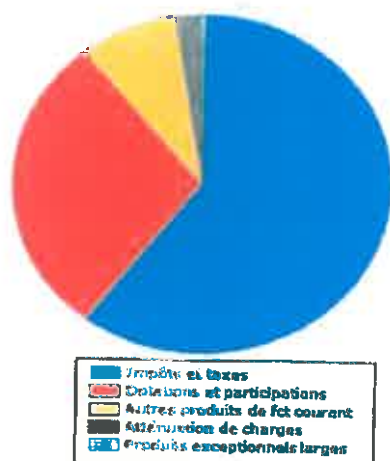
| K€                              | 2009          | 2010          | 2011          | 2012          | 2013          | 2014          | 2015          |
|---------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Produits fct courant stricts    | 18 107        | 19 156        | 19 445        | 21 228        | 19 933        | 19 809        | 20 330        |
| Impôts et taxes                 | 11 167        | 11 809        | 12 068        | 12 600        | 13 058        | 13 393        | 14 073        |
| Contributions directes          | 10 210        | 10 635        | 10 856        | 11 295        | 11 746        | 11 929        | 12 279        |
| Impôts ménages                  | 10 182        | 10 572        | 10 926        | 11 273        | 11 720        | 11 857        | 12 254        |
| Rôles supplémentaires           | 28            | 63            | -70           | 22            | 26            | 71            | 25            |
| Dotation communautaire reçue    | 159           | 159           | 159           | 162           | 159           | 159           | 159           |
| AC reçue                        | 104           | 104           | 104           | 107           | 104           | 104           | 104           |
| DSC reçue                       | 55            | 55            | 55            | 55            | 55            | 55            | 55            |
| Attribution FPIC                | 0             | 0             | 0             | 56            | 131           | 195           | 317           |
| Solde impôts et taxes           | 798           | 1 015         | 1 053         | 1 087         | 1 022         | 1 110         | 1 318         |
| Dotations et participations     | 5 380         | 5 441         | 5 316         | 5 313         | 4 987         | 4 613         | 4 683         |
| DGF                             | 4 679         | 4 678         | 4 597         | 4 563         | 4 344         | 3 975         | 3 867         |
| Compensations fiscales          | 369           | 373           | 364           | 355           | 336           | 262           | 350           |
| Solde participations diverses   | 332           | 390           | 355           | 395           | 307           | 376           | 466           |
| Autres produits fct courant     | 1 560         | 1 906         | 2 061         | 3 315         | 1 888         | 1 803         | 1 574         |
| Produits des services           | 1 466         | 1 865         | 1 992         | 3 258         | 1 831         | 1 594         | 1 502         |
| Produits de gestion             | 94            | 41            | 69            | 57            | 57            | 209           | 72            |
| Atténuations de charges         | 371           | 393           | 242           | 453           | 492           | 527           | 406           |
| <b>PROD. FCT COURANT</b>        | <b>18 478</b> | <b>19 549</b> | <b>19 687</b> | <b>21 681</b> | <b>20 425</b> | <b>20 336</b> | <b>20 736</b> |
| Produits exceptionnels larges * | 91            | 133           | 111           | 991           | 165           | 202           | 630           |
| <b>PROD. DE FONCTIONNEMENT</b>  | <b>18 569</b> | <b>19 682</b> | <b>19 798</b> | <b>22 672</b> | <b>20 590</b> | <b>20 538</b> | <b>21 366</b> |



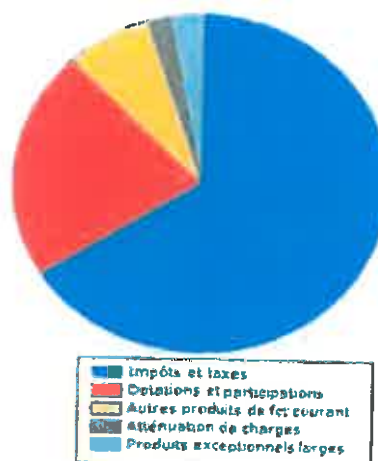
Les produits de fonctionnement courant stricts comprennent les impôts et taxes, les dotations et participations (DGF, compensations fiscales...) et les autres produits de gestion (produits des services...). Sur la période concernée, ces produits ont évolué à un rythme de 0,8% en moyenne, inférieur à celui des charges (1,5%) contribuant de ce fait à l'effet ciseau sur les niveaux d'épargne et ce, malgré le relèvement des taux d'imposition en 2009.

Les recettes de fonctionnement en 2015 proviennent pour 66% des recettes des impôts et taxes, pour 22% des dotations et participations versées et pour 7% des produits des services et remboursements divers entre budgets.

**Structure des produits de fct 2009**



**Structure des produits de fct 2015**



Le fait majeur à prendre en compte est la baisse conséquente des dotations de l'Etat : en 2014, 167 K€ ont été prélevés sur la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) de la commune au titre de l'effort de redressement des comptes publics. L'Etat cherchant 11 milliards d'économies supplémentaires sur les trois prochains exercices, cette baisse de la DGF s'est traduite pour Ploemeur par un prélèvement de 378 K€ en 2015, 381 K€ en 2016 et 190 K€ en 2017 (donnée prévisionnelle), soit un total de -1.116 K€ de DGF sur la période.

#### ANALYSE DE LA DOTATION FORFAITAIRE

| DOTATION FORFAITAIRE AVANT 2015 |       |       |       |       |       |       |      |      |      |  |
|---------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|------|------|------|--|
| K€                              | 2009  | 2010  | 2011  | 2012  | 2013  | 2014  | 2015 | 2016 | 2017 |  |
| Dotation de base                | 2 151 | 2 172 | 2 139 | 2 119 | 2 106 | 2 100 |      |      |      |  |
| + Dotation superficière         | 13    | 13    | 13    | 13    | 13    | 13    |      |      |      |  |
| + Dotation de compensation      | 18    | 18    | 18    | 18    | 18    | 18    |      |      |      |  |
| + Dotation de garantie          | 1 626 | 1 594 | 1 543 | 1 543 | 1 540 | 1 538 |      |      |      |  |
| - Contribution RFP              |       |       |       |       |       | 167   |      |      |      |  |
| = Dotation forfaitaire          | 3 808 | 3 797 | 3 713 | 3 694 | 3 677 | 3 502 |      |      |      |  |

| DOTATION FORFAITAIRE A COMPTER DE 2015   |      |      |      |      |      |      |       |       |       |  |
|------------------------------------------|------|------|------|------|------|------|-------|-------|-------|--|
| K€                                       | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015  | 2016  | 2017  |  |
| Dotation forfaitaire de référence        |      |      |      |      |      |      | 3 505 | 3 131 | 2 763 |  |
| + Variation "DF - population"            |      |      |      |      |      |      | 11    | 22    | -2    |  |
| + Variation "DF - besoin de financement" |      |      |      |      |      |      | -7    | -9    | -14   |  |
| - Contribution RFP                       |      |      |      |      |      |      | 378   | 381   | 190   |  |
| = Dotation forfaitaire                   |      |      |      |      |      |      | 3 131 | 2 763 | 2 557 |  |

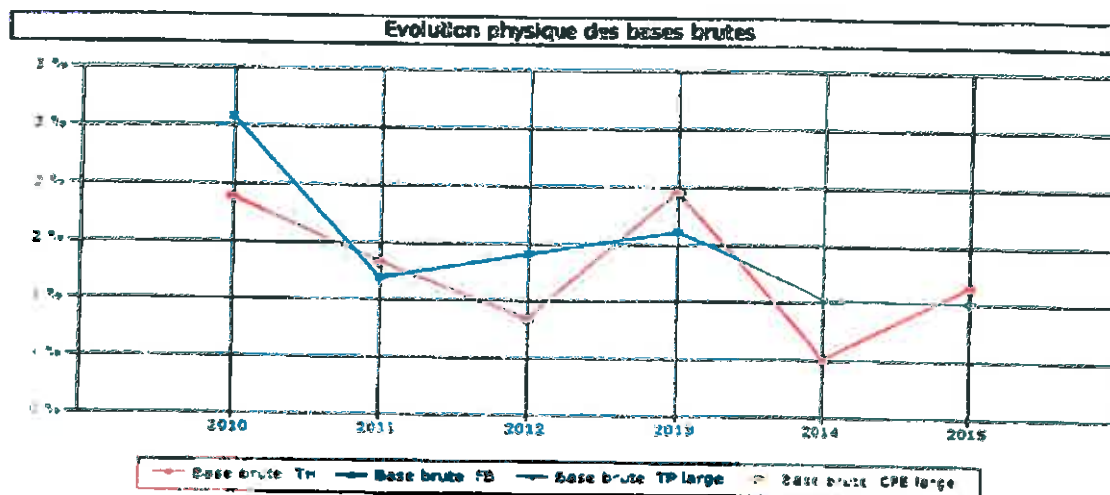
|                                    |  |  |  |  |  |  |     |     |     |       |
|------------------------------------|--|--|--|--|--|--|-----|-----|-----|-------|
| Info : Contribution RFP consolidée |  |  |  |  |  |  | 167 | 545 | 926 | 1 116 |
|------------------------------------|--|--|--|--|--|--|-----|-----|-----|-------|

| EVOLUTION DE LA DOTATION FORFAITAIRE |       |         |         |         |         |         |         |         |         |  |
|--------------------------------------|-------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|--|
|                                      | Moy.  | 2010/09 | 2011/10 | 2012/11 | 2013/12 | 2014/13 | 2015/14 | 2016/15 | 2017/16 |  |
| Evolution nominale                   | -4,9% | -0,3%   | -2,2%   | -0,5%   | -0,4%   | -4,8%   | -10,6%  | -11,8%  | -7,4%   |  |
| Evolution réelle                     | -5,9% | -1,8%   | -4,2%   | -2,4%   | -1,1%   | -5,1%   | -10,6%  | -12,6%  | -8,4%   |  |
| Inflation                            | 1,07% | 1,50%   | 2,10%   | 1,90%   | 0,70%   | 0,40%   | 0,00%   | 1,00%   | 1,00%   |  |

\*Estimation pour 2017

Cette période est également marquée par un ralentissement du rendement des ressources fiscales liées à un contexte de faible évolution des bases d'imposition et de réduction des compensations fiscales versées par l'Etat alors même que les taux de fiscalité en 2009 se sont accrus de 5% (TH : 16,51% en 2008 à 17,34% en 2009 // TFB : 29,36% en 2008 à 30,83% en 2009).



Evolution des taux sur la période 2006 - 2016

**TAUX D'IMPOSITION COMMUNAUX**

|          | 2006   | 2007   | 2008   | 2009   | 2010   | 2011   | 2012   | 2013   | 2014   | 2015   | 2016   |
|----------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Taux TH  | 16,51% | 16,51% | 16,51% | 17,34% | 17,34% | 17,34% | 17,34% | 17,34% | 17,34% | 17,34% | 17,34% |
| Taux FB  | 29,36% | 29,36% | 29,36% | 30,83% | 30,83% | 30,83% | 30,83% | 30,83% | 30,83% | 30,83% | 30,83% |
| Taux FAS | 42,11% | 42,11% | 42,11% | 44,22% | 44,22% | 44,22% | 44,22% | 44,22% | 44,22% | 44,22% | 44,22% |

**VARIATION NOMINALE DES TAUX D'IMPOSITION COMMUNAUX**

|              | Moy.  | 2007/06 | 2008/07 | 2009/08 | 2010/09 | 2011/10 | 2012/11 | 2013/12 | 2014/13 | 2015/14 | 2016/15 |
|--------------|-------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Taux TH      | 0,5%  | 0,0%    | 0,0%    | 5,0%    | 0,0%    | 0,0%    | 0,0%    | 0,0%    | 0,0%    | 0,0%    | 0,0%    |
| Taux FB      | 0,5%  | 0,0%    | 0,0%    | 5,0%    | 0,0%    | 0,0%    | 0,0%    | 0,0%    | 0,0%    | 0,0%    | 0,0%    |
| Taux FNB     | 0,5%  | 0,0%    | 0,0%    | 5,0%    | 0,0%    | 0,0%    | 0,0%    | 0,0%    | 0,0%    | 0,0%    | 0,0%    |
| Taux ménages | 0,49% | 0,0%    | 0,0%    | 5,0%    | 0,0%    | 0,0%    | 0,0%    | 0,0%    | 0,0%    | 0,0%    | 0,0%    |

Evolution des bases sur la période 2006 - 2016

**EVOLUTION PHYSIQUE DES BASES NETTES D'IMPOSITION**

|                | Moy.  | 2010/09 | 2011/10 | 2012/11 | 2013/12 | 2014/13 | 2015/14 |
|----------------|-------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Base nette TH  | 2,0%  | 3,0%    | 1,6%    | 1,6%    | 2,7%    | -0,5%   | 3,9%    |
| Base nette FB  | 1,4%  | 2,3%    | 1,2%    | 1,1%    | 1,7%    | 0,9%    | 1,4%    |
| Base nette FNB | -0,7% | 1,7%    | -0,1%   | 1,2%    | -2,3%   | -2,4%   | -2,1%   |

**EVOLUTION REELLE DES PRODUITS FISCAUX**

|                      | Moy.  | 2010/09 | 2011/10 | 2012/11 | 2013/12 | 2014/13 | 2015/14 |
|----------------------|-------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Produit TH           | 2,4%  | 2,7%    | 1,5%    | 1,5%    | 3,9%    | 0,0%    | 4,8%    |
| Produit FB           | 1,8%  | 2,0%    | 1,1%    | 1,0%    | 2,8%    | 1,4%    | 2,3%    |
| Produit FNB          | -0,3% | 1,4%    | -0,2%   | 1,1%    | -1,2%   | -1,9%   | -1,2%   |
| Produit fiscal total | 2,0%  | 2,3%    | 1,2%    | 1,2%    | 3,2%    | 0,8%    | 3,3%    |

**EVOLUTION REELLE DES COMPENSATIONS FISCALES**

|                               | Moy.   | 2010/09 | 2011/10 | 2012/11 | 2013/12 | 2014/13 | 2015/14 |
|-------------------------------|--------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Compensations TH              | 2,0%   | 2,6%    | -5,5%   | 2,0%    | -4,9%   | -20,9%  | 51,3%   |
| Compensations FB              | -13,2% | -5,0%   | 0,4%    | -18,6%  | -8,0%   | -32,0%  | -11,6%  |
| Compensation FNB              | -2,6%  | -1,5%   | -2,1%   | -3,1%   | 0,6%    | -0,4%   | -9,1%   |
| Compensations TP / CFE / CVAE | -18,5% | -10,7%  | -8,8%   | -18,4%  | -15,9%  | -21,4%  | -33,3%  |
| Compensations fiscales        | -2,0%  | -0,4%   | -4,4%   | -4,3%   | -6,0%   | -22,3%  | 33,6%   |

**EVOLUTION REELLE DES PRODUITS FISCAUX**

|                             | Moy.   | 2010/09 | 2011/10 | 2012/11 | 2013/12 | 2014/13 | 2015/14 |
|-----------------------------|--------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Produit et compensation TH  | 2,3%   | 2,7%    | 1,1%    | 1,6%    | 3,4%    | -1,0%   | 6,5%    |
| Produit et compensations FB | 1,6%   | 1,9%    | 1,0%    | 0,8%    | 2,7%    | 1,1%    | 2,2%    |
| Produit et compensation FNB | -0,6%  | 1,0%    | -0,4%   | 0,6%    | -1,0%   | -1,7%   | -2,1%   |
| Produits et comp. ménages   | 1,9%   | 2,2%    | 1,1%    | 1,1%    | 3,0%    | 0,2%    | 4,0%    |
| Produit et compensations TP | -18,5% | -10,7%  | -8,8%   | -18,4%  | -15,9%  | -21,4%  | -33,3%  |
| Produits et comp. Totaux    | 1,9%   | 2,2%    | 1,0%    | 1,1%    | 3,0%    | 0,1%    | 4,0%    |

### PRODUITS FISCAUX Y COMPRIS COMPENSATIONS

| K€                                 | 2009   | 2010   | 2011   | 2012   | 2013   | 2014   | 2015   |
|------------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Produit TH + Compensations TH      | 4 515  | 4 705  | 4 857  | 5 026  | 5 234  | 5 202  | 5 541  |
| Produit FB + Compensations FB      | 5 916  | 6 121  | 6 315  | 6 486  | 6 709  | 6 810  | 6 963  |
| Produit FNB + Compensation FNB     | 86     | 90     | 92     | 94     | 94     | 92     | 90     |
| Produit ménage yc compensations    | 10 519 | 10 916 | 11 263 | 11 605 | 12 037 | 12 104 | 12 594 |
| Produit TP/CFE + Comp* TP/CFE/CVAE | 32     | 29     | 27     | 22     | 19     | 15     | 10     |
| Produit total yc compensations     | 10 551 | 10 945 | 11 290 | 11 628 | 12 056 | 12 119 | 12 604 |

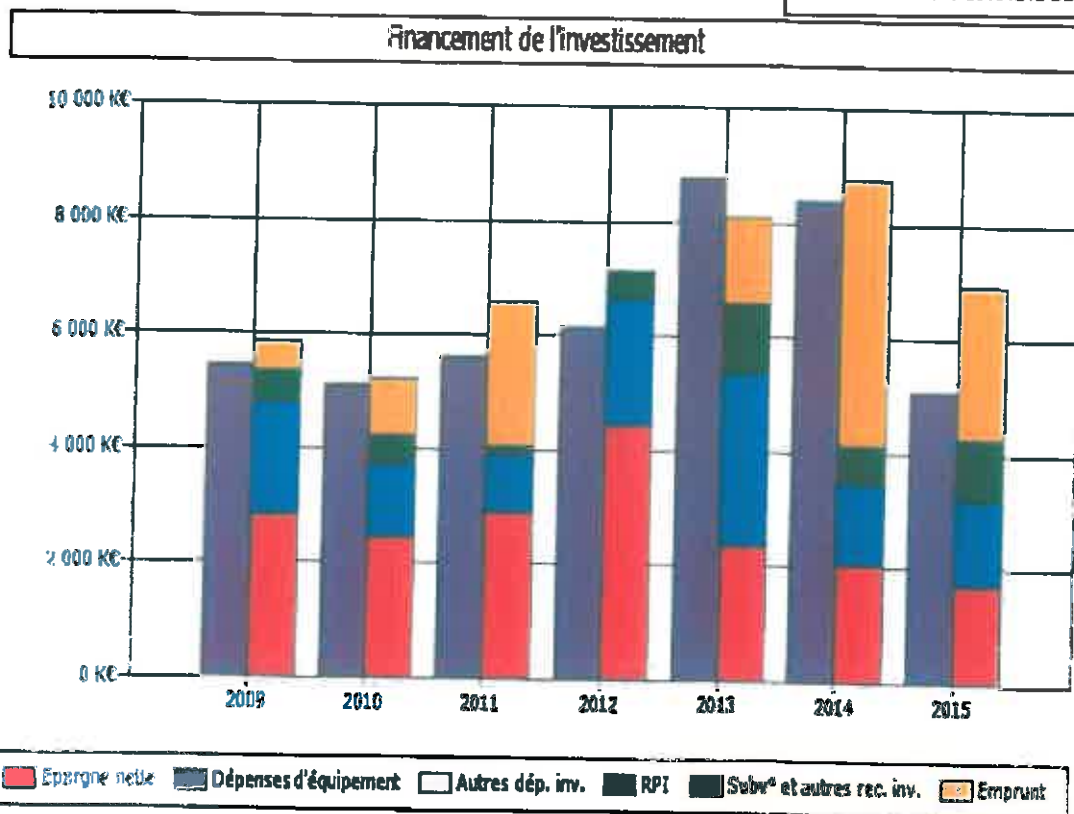
Les produits des services sont évalués à 1,5 M€, et évoluent en fonction de l'évolution des tarifs des différents services municipaux (restauration scolaire, accueils de loisirs, petite enfance, ...) votée par le Conseil Municipal et de la fréquentation observée dans ces services. Hors remboursement entre budgets, le produit des services représente un peu plus de 6% des recettes réelles de fonctionnement.

### c) L'investissement

#### LE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

| K€                               | 2009  | 2010  | 2011  | 2012  | 2013  | 2014  | 2015  |
|----------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Dép. d'inv. hs annulé en capital | 5 453 | 5 137 | 5 650 | 6 158 | 8 776 | 8 389 | 5 084 |
| Dép. d'inv. hs dette             | 5 453 | 5 137 | 5 650 | 6 158 | 8 776 | 8 389 | 5 084 |
| Dépenses d'équipement            | 5 443 | 5 135 | 5 649 | 6 158 | 8 776 | 8 389 | 5 084 |
| Dépenses directes d'équipement   | 5 443 | 5 135 | 5 649 | 6 158 | 8 776 | 8 389 | 5 084 |
| Dépenses financières d'inv.      | 10    | 2     | 1     | 0     | 0     | 0     | 0     |
| Financement des Investissements  | 5 860 | 5 239 | 6 576 | 7 137 | 8 095 | 8 764 | 6 939 |
| Epargne nette                    | 2 823 | 2 454 | 2 914 | 4 425 | 2 352 | 2 060 | 1 698 |
| Ressources propres d'inv (RPI)   | 1 987 | 1 310 | 1 010 | 2 229 | 3 039 | 1 406 | 1 522 |
| FCTVA                            | 1 658 | 779   | 732   | 846   | 813   | 1 110 | 917   |
| Produits des cessions            | 5     | 229   | 25    | 1 072 | 1 868 | 8     | 296   |
| Diverses RPI                     | 324   | 302   | 253   | 311   | 358   | 288   | 309   |
| Fonds affectés (amendes...)      | 17    | 16    | 19    | 14    | 16    | 18    | 15    |
| Subventions yc DGE / DETR        | 533   | 459   | 133   | 469   | 1 188 | 650   | 1 024 |
| Emprunt                          | 500   | 1 000 | 2 500 | 0     | 1 500 | 4 630 | 2 680 |
| Variation de l'excédent global   | 407   | 102   | 926   | 979   | -681  | 375   | 1 855 |

| K€                               | 2009  | 2010  | 2011  | 2012  | 2013  | 2014  | 2015  |
|----------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Excédent global de clôture (EGC) | 1 018 | 1 120 | 2 046 | 2 464 | 1 784 | 2 031 | 4 428 |



La structuration du financement des dépenses d'investissement (dépenses d'équipement) depuis 2013 est marquée par les baisses importantes de l'épargne nette (27,5%) et plus relatives des recettes propres d'investissement (FCTVA, TLE... : 26,8%) et par un recours plus conséquent à l'emprunt (39,6%) et par des subventions (13%) notamment à celles perçues pour l'espace culturel, le surplus de recettes ayant permis d'accroître l'excédent global de clôture de 7% sur la période.

**FINANCEMENT MOYEN DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT HORS DETTE**

| Moyenne 2009/2013                    | KE           | €/hab | Structure |
|--------------------------------------|--------------|-------|-----------|
| Dépenses d'investissement hors dette | 6 235 328,10 |       | 100,0%    |
| Dépenses d'équipement                | 6 232 327,96 |       | 100,0%    |
| Dépenses directes d'équipement       | 6 232 327,96 |       | 100,0%    |
| Dépenses indirectes (FdC + S.E.)     | 0 0,00       |       | 0,0%      |
| Opérations pour cpte de tiers (dép)  | 0 0,00       |       | 0,0%      |
| Dépenses financières d'inv.          | 3 0,14       |       | 0,0%      |
| Remboursement anticipé               | 0 0,00       |       | 0,0%      |
| Dép d'inv hors annuité en capital    | 6 235 328,10 |       | 100,0%    |
| Financement de l'investissement      | 6 581 346,34 |       | 105,6%    |
| EPARGNE NETTE                        | 2 994 157,54 |       | 48,0%     |
| Ressources propres d'inv. (RPI)      | 1 915 100,77 |       | 30,7%     |
| FCTVA                                | 966 50,81    |       | 15,5%     |
| Produits des cessions                | 640 33,67    |       | 10,3%     |
| Diverses RPI                         | 310 16,29    |       | 5,0%      |
| Opérations pour cpte de tiers (rec)  | 0 0,00       |       | 0,0%      |
| Fonds affectés (amendes, ...)        | 16 0,86      |       | 0,3%      |
| Subventions yc DGE / DETR            | 556 29,28    |       | 8,9%      |
| Emprunt                              | 1 100 57,89  |       | 17,6%     |
| Variation de l'excédent global       | 347 18,24    |       | 5,6%      |

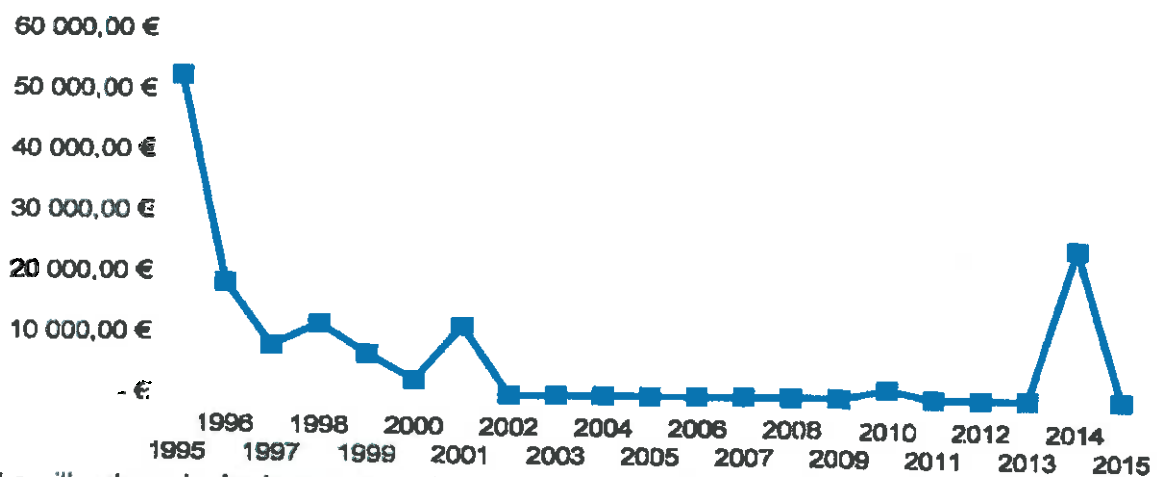
| Moyenne 2013/2015                    | KE           | €/hab | Structure |
|--------------------------------------|--------------|-------|-----------|
| Dépenses d'investissement hors dette | 7 416 399,21 |       | 100,0%    |
| Dépenses d'équipement                | 7 416 399,21 |       | 100,0%    |
| Dépenses directes d'équipement       | 7 416 399,21 |       | 100,0%    |
| Dépenses indirectes (FdC + S.E.)     | 0 0,00       |       | 0,0%      |
| Opérations pour cpte de tiers (dép)  | 0 0,00       |       | 0,0%      |
| Dépenses financières d'inv.          | 0 0,00       |       | 0,0%      |
| Remboursement anticipé               | 0 0,00       |       | 0,0%      |
| Dép d'inv hors annuité en capital    | 7 416 399,21 |       | 100,0%    |
| Financement de l'investissement      | 7 933 427,00 |       | 107,0%    |
| EPARGNE NETTE                        | 2 037 109,63 |       | 27,5%     |
| Ressources propres d'inv. (RPI)      | 1 969 107,06 |       | 26,8%     |
| FCTVA                                | 947 50,96    |       | 12,8%     |
| Produits des cessions                | 724 38,97    |       | 9,8%      |
| Diverses RPI                         | 318 17,14    |       | 4,3%      |
| Opérations pour cpte de tiers (rec)  | 0 0,00       |       | 0,0%      |
| Fonds affectés (amendes, ...)        | 16 0,88      |       | 0,2%      |
| Subventions yc DGE / DETR            | 954 51,35    |       | 12,9%     |
| Emprunt                              | 2 937 158,08 |       | 39,6%     |
| Variation de l'excédent global       | 516 27,79    |       | 7,0%      |

Il convient de préciser que le programme de cessions foncières de 3,3 M€ dont principalement les cessions au Football Club de Lorient dans le cadre du complexe sportif en 2012 (895 K€) et les terrains de la Zac de Keradéhuen en 2013 (1.480 K€) ont permis un moindre recours à l'emprunt dans le financement des équipements.

#### d) La dette et la trésorerie

##### 1) La Trésorerie

Les objectifs fixés consistent à tendre vers une « trésorerie zéro » et d'optimiser le recours à l'emprunt. En 2015, conformément à la délibération du conseil municipal du 28 mai 2015 une ligne de trésorerie de 1.M€ a été ouverte auprès d'ARKEA BANQUE E&I pour faire face aux variations de trésorerie pouvant être constatées. Ce crédit n'a pas été mobilisé, la charge d'intérêt a été donc nulle.



La ville s'appuie également sur des emprunts revolving pour faire face à ses besoins de Trésorerie.

##### Caractéristiques des emprunts revolving au 31/12/2015:

| Référence revolving | Prêteur      | Capital au 01.01.16   | Cumul mouvements de trésorerie | Coût actuel des tirages | CBC |
|---------------------|--------------|-----------------------|--------------------------------|-------------------------|-----|
| 090226              | CACIB ex BFT | 933.247,31 €          | 1.400.000 €                    | Euribor 03 M + 0.15     | 1A  |
| 100556              | CACIB ex BFT | 733.344,00 €          | 600.000 €                      | Taux fixe à 2 %         | 1A  |
| 110238              | CACIB ex BFT | 1 100 000,00 €        | 3.280.000 €                    | Taux fixe à 4.08 %      | 1A  |
| 110251              | CACIB ex BFT | 1 200 000,00 €        |                                | Euribor 03 M + 0.68     | 1A  |
| <b>total</b>        |              | <b>3.966.591,31 €</b> | <b>5.280.000 €</b>             |                         |     |

##### 2) La Dette

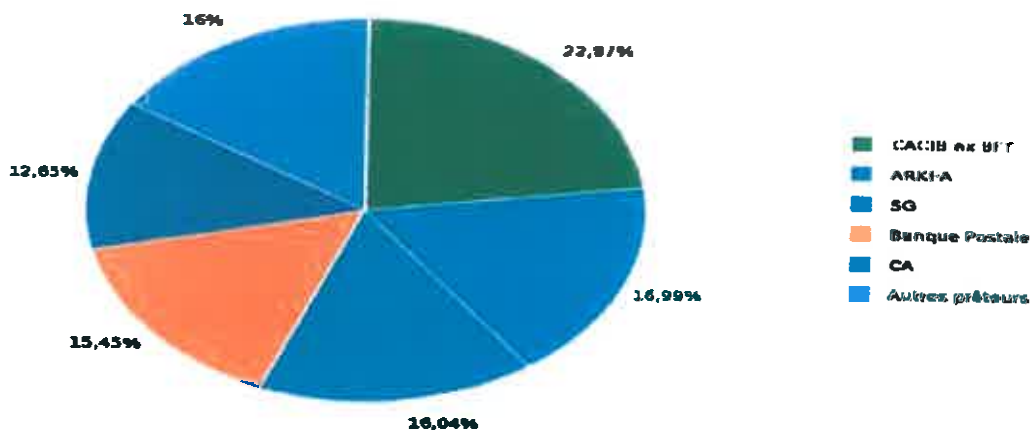
Sur l'exercice 2015, deux emprunts ont été contractés auprès de la Banque Postale le 27 novembre 2015 pour 1.700.000 € et le 18 décembre 2015 pour 980.000 €.

L'encours de la dette au 31/12/2015 est composé de 19 emprunts dont 4 contrats revolving répartis auprès de 8 établissements bancaires.

| Capital restant dû (CRD) | Taux moyen (ExEx, Annuel) | Durée de vie résiduelle | Durée de vie moyenne |
|--------------------------|---------------------------|-------------------------|----------------------|
| 17 328 913 €             | 2,49 %                    | 10 ans et 8 mois        | 5 ans et 7 mois      |

A titre de comparaison, la dette au 31 décembre 2014 s'établissait de la façon suivante :

| Capital restant dû (CRD) | Taux moyen (ExEx, Annuel) | Durée de vie résiduelle | Durée de vie moyenne |
|--------------------------|---------------------------|-------------------------|----------------------|
| 16 346 694.00 €          | 2.72 %                    | 10 ans et 7 mois        | 5 ans et 7 mois      |



### La structure de la dette

La répartition de la dette est la suivante :

| Type                 | Encours      | % d'exposition | Taux moyen (ExEx, Annuel) |
|----------------------|--------------|----------------|---------------------------|
| Fixe                 | 10 397 150 € | 60,00 %        | 2,75 %                    |
| Variable             | 4 149 913 €  | 23,95 %        | 0,56 %                    |
| Barrière             | 2 781 850 €  | 16,05 %        | 4,42%                     |
| Ensemble des risques | 17 328 913 € | 100,00%        | 2,49 %                    |

L'emprunt à barrière est un emprunt à taux fixe de 4,27% qui passerait à taux variable sur l'index Euribor 1 mois si l'Euribor 1 mois atteignait 6% (pour mémoire, cet index est à -0,202 % (29/12/2015))

Afin de minimiser les frais financiers tout en limitant les risques inhérents à la gestion des emprunts, la stratégie retenue consiste à diversifier les sources de financement et notamment les prêteurs, à optimiser le type de produits contractés (taux fixe, taux variable) en fonction de la conjoncture économique et financière. La structure de l'encours laisse ainsi apparaître une répartition de 52,5% en taux fixes et 47,5% en taux indexés (révisables ou variables)

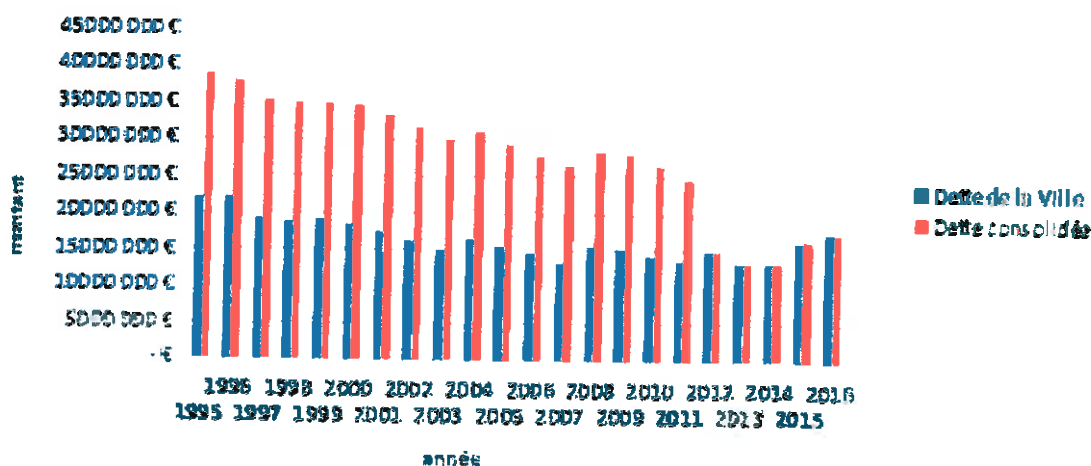
Au regard du tableau des risques de la charte de bonne conduite, dite charte Gissler, la structure des emprunts de la ville est la suivante :

Dettes classées en A1 : 14.547.622 € (18 contrats soit 83,95 % de l'encours)

Dettes classées en B1 : 2.781.291 € (1 contrat soit 16,05 % de l'encours)

Le choix d'une structure de dette essentiellement composée de taux fixe et de taux variable réglementé, a permis de protéger la collectivité des emprunts structurés potentiellement « toxiques ». Il assure à la commune une meilleure visibilité sur l'évolution de ses charges financières sur le long terme.

Evolution de l'encours de la dette au 01.01.n



## ANALYSE DE L'ENCOURS DE DETTE

ENCOURS DE DETTE AU 31/12

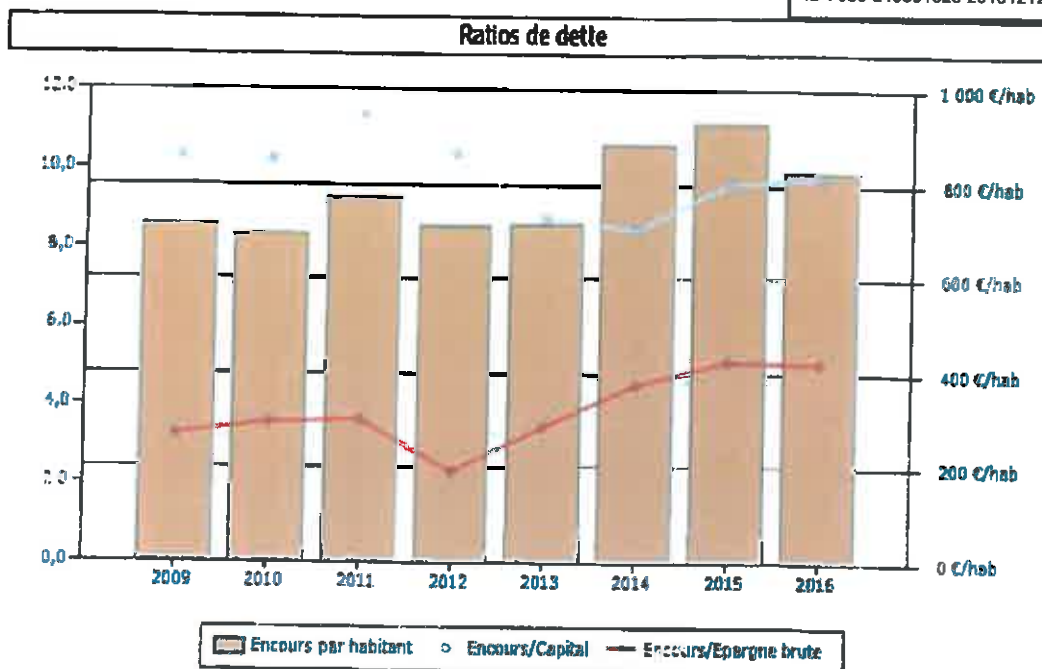
| KE                                | 2009   | 2010   | 2011   | 2012   | 2013   | 2014   | 2015   | 2016   |
|-----------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Encours brut                      | 14 170 | 13 650 | 14 771 | 13 309 | 13 287 | 16 348 | 17 329 | 15 558 |
| - Encours récupérable             | 430    | 251    | 49     | 0      | 0      | 0      | 0      | 0      |
| + Encours Tiers                   | 0      | 0      | 0      | 0      | 0      | 0      | 0      | 0      |
| - Solde fonds de soutien          |        |        |        |        |        |        | 0      | 0      |
| = Encours corrigé                 | 13 740 | 13 399 | 14 722 | 13 309 | 13 287 | 16 348 | 17 329 | 15 558 |
| / Epargne brute                   | 4 247  | 3 795  | 4 082  | 5 845  | 3 874  | 3 630  | 3 396  | 3 077  |
| = Encours corrigé / Epargne brute | 3,2    | 3,5    | 3,6    | 2,3    | 3,4    | 4,5    | 5,1    | 5,1    |

RATIOS DE DETTE

|                                       | 2009  | 2010  | 2011  | 2012  | 2013  | 2014  | 2015  | 2016  |
|---------------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Encours corrigé / Capital (en années) | 10,3  | 10,2  | 11,4  | 10,4  | 8,7   | 8,5   | 9,6   | 9,8   |
| Encours corrigé par habitant          | 712,8 | 693,2 | 773,2 | 708,7 | 714,7 | 883,4 | 929,8 | 826,4 |
| Encours corrigé / Produits de         | 74,0% | 68,1% | 74,4% | 58,7% | 64,5% | 79,6% | 81,1% | 77,5% |

TAUX D'INTERET INSTANTANE

| KE                                  | 2009   | 2010   | 2011   | 2012   | 2013   | 2014   | 2015   | 2016   |
|-------------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Intérêts                            | 590    | 487    | 517    | 496    | 431    | 399    | 410    | 399    |
| / Encours corrigé au 01/01          | 14 665 | 13 740 | 13 399 | 14 722 | 13 309 | 13 287 | 16 346 | 17 329 |
| = Taux d'intérêt corrigé instantané | 4,02%  | 3,54%  | 3,86%  | 3,37%  | 3,24%  | 3,01%  | 2,51%  | 2,30%  |



Dans un contexte financier très contraint, les marges de manœuvre de la ville résident donc à la fois dans la maîtrise de ses charges de fonctionnement et dans un recours modéré à l'emprunt pour le financement de ses investissements.

### **III – Les orientations budgétaires 2017**

Les différentes contraintes déjà identifiées l'année dernière à cette même époque lors de l'examen des orientations budgétaires (contraction des dotations versées aux collectivités, report de la réforme majeure de la DGF en 2018, marges de manœuvre propres limitées) demeurent d'actualité pour la préparation du budget 2017.

La Collectivité est donc amenée à poursuivre en 2017 la réduction de ses dépenses de fonctionnement courant, avec pour objectif essentiel et d'autant plus ambitieux de maintenir le niveau de service public local offert à la population et d'optimiser ses ressources existantes

#### **1 – FONCTIONNEMENT**

##### **a) Les recettes de fonctionnement**

##### **Les recettes de la fiscalité directe**

Les recettes fiscales de la Ville ne pourront progresser en 2017 que grâce à la variation mécanique des bases puisqu'il a été décidé de ne pas augmenter les taux d'imposition.

Le contexte général de plus en plus difficile et incertain a conduit à retenir une hypothèse de variation des bases relativement prudente. Celle-ci a ainsi été fixée à +1 % pour les bases de taxe d'habitation (TH) et de taxe foncière sur le bâti (TFB).

Ces éléments permettent d'espérer une recette supplémentaire de **240 K€ en 2017**.

| Bases                    | 2014   | 2015   | 2016   | 2017   |
|--------------------------|--------|--------|--------|--------|
| Taxe d'habitation        | 28 887 | 30 269 | 29 941 | 30 543 |
| Foncier bâti             | 21 950 | 22 461 | 22 700 | 23 156 |
| Foncier non bâti         | 184    | 182    | 182    | 184    |
| <b>Taux</b>              |        |        |        |        |
| Taxe d'habitation        | 17,34% | 17,34% | 17,34% | 17,34% |
| Foncier bâti             | 30,83% | 30,83% | 30,83% | 30,83% |
| Foncier non bâti         | 44,22% | 44,22% | 44,22% | 44,22% |
| Taxe professionnelle/CFE | 0,00%  | 0,00%  | 0,00%  | 0,00%  |
| <b>Produits</b>          |        |        |        |        |
| Produit fiscal strict    | 11 857 | 12 254 | 12 271 | 12 516 |

Année 2016 prévisionnelle

Les compensations fiscales, quant à elles, devraient être stables à 260 K€ en 2017 dans l'attente d'éléments fiscaux prévisionnels.

### **Les recettes de la fiscalité indirecte**

Le dynamisme des droits de mutation constaté les années passées (580 K€) semble se maintenir en 2016. On tablera sur une stabilité de ces recettes pour 2017.

### **Les recettes non fiscales**

Les recettes non fiscales sont les recettes qui ne sont pas issues de la fiscalité directe. Elles proviennent principalement des dotations et concours de l'Etat, des reversements de fiscalité par Lorient Agglomération et de divers produits perçus par la collectivité au titre des redevances, loyers et autres taxes qu'elle a institués. Elles devraient également être stables en 2017.

### **Les dotations et concours de l'Etat**

La contribution des collectivités territoriales à l'effort de maîtrise des dépenses publiques (réfaction de 1,5 Mds € en 2014 et 11 Mds € entre 2015 et 2017) sera conséquente pour Plœmeur comme l'indique le tableau ci-dessous :

## ANALYSE SYNTHETIQUE DE LA DGF ET DES FONDS DE PEREQUATION

### POPULATION DGF

|                                 | 2014   | 2015   | 2016   | 2017   |
|---------------------------------|--------|--------|--------|--------|
| Population totale               | 18 504 | 18 638 | 18 826 | 18 826 |
| Résidences secondaires          | 1 631  | 1 599  | 1 608  | 1 608  |
| Majoration places de caravane * | 16     | 16     | 32     | 16     |
| Population DGF                  | 20 151 | 20 253 | 20 456 | 20 450 |

### DGF et FONDS DE PEREQUATION

| K€                                     | 2014  | 2015  | 2016  | 2017  |
|----------------------------------------|-------|-------|-------|-------|
| Dotation forfaitaire (DF)              | 3 502 | 3 131 | 2 763 | 2 557 |
| Effet variation de population          | -6    | 11    | 22    | -2    |
| Effet prélèvement pour péréquation     | -2    | -7    | -9    | -14   |
| Contribution RFP                       | -167  | -375  | -381  | -190  |
| + Dotation aménagement (DSU, DSR, DNP) | 473   | 738   | 601   | 464   |
| dont DSU                               | 0     | 235   | 118   | 0     |
| dont DNP                               | 473   | 501   | 483   | 464   |
| - DGF (A)                              | 3 975 | 3 867 | 3 364 | 3 021 |
| + FPIC                                 | 195   | 317   | 325   | 356   |
| - Fonds de péréquation (B)             | 195   | 317   | 325   | 356   |
| Compensations fiscales (C)             | 262   | 350   | 259   | 258   |
| DOTATIONS (A) + (B) + (C)              | 4 432 | 4 534 | 3 948 | 3 635 |

### EVOLUTION REELLE DE LA DGF COMMUNALE

|                                        | Moy.   | 2015/14 | 2016/15 | 2017/16 |
|----------------------------------------|--------|---------|---------|---------|
| Dotation forfaitaire (DF)              | -10,5% | -10,6%  | -12,6%  | -8,4%   |
| Dotation d'aménagement (DSU, DSR, DNP) | -1,3%  | 55,6%   | -19,2%  | -23,6%  |
| DGF                                    | -9,3%  | -2,7%   | -13,9%  | -11,1%  |
| Fonds de péréquation                   | 21,4%  | 62,6%   | 1,4%    | 8,4%    |
| Compensations fiscales                 | -1,1%  | 33,6%   | -26,7%  | -1,3%   |
| Dotations                              | -7,0%  | 2,3%    | -13,8%  | -8,8%   |

(\*) Le nombre de places est x par 2 si la commune est éligible à la DSU ou à la DSR bourg-centre en n-1

Outre la baisse importante de la dotation forfaitaire envisagée en 2017 (-206 K€), Ploemeur a cessé d'être éligible à la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU) en 2016 (fin du mécanisme de sortie progressive : -118 K€)

Les dotations et compensations fiscales de l'Etat devraient baisser en 2017 d'environ 315 K€ et vraisemblablement se poursuivre dans les années à venir avec la réforme de la DGF notamment.

#### Les autres produits

La tendance à la stabilité de ces recettes se confirme en 2016. La politique de rigueur imposée par l'Etat dans le cadre du plan de retour à l'équilibre des finances publiques se traduit également par une baisse des participations versées par l'Etat et d'autres organismes.

Cette baisse ne pourra en effet être réellement compensée par une politique plus dynamique en matière de produits des services qui ne représentent que 6% des recettes totales de fonctionnement de la collectivité. Les tarifs 2017 seront réévalués de 1%.

Les remboursements de charges de personnel (compagnies d'assurances, CPAM, Etat...) seront réévalués au niveau de la réalisation 2015 et de l'estimation 2016 à 400 K€ en 2017 (345 K€ en 2016)

## **b) Les dépenses de fonctionnement**

### **- Les charges générales**

Les charges générales regroupent les dépenses nécessaires au fonctionnement des services de la collectivité : achats de consommables, consommations diverses (fluides, fournitures...), l'entretien du patrimoine, du matériel et des espaces publics...

La tendance vers une baisse des charges courantes, déjà engagée en 2014, 2015 et 2016 sera renforcée en 2017. La rationalisation des dépenses par la mise en place de nouveaux marchés publics devrait permettre de générer de nouvelles économies.

Les efforts demandés aux gestionnaires de crédits devront se poursuivre sur les exercices suivants afin de garantir l'équilibre budgétaire et préserver la santé financière de la ville.

Les premiers arbitrages budgétaires ont conduit à une hausse des charges générales de fonctionnement de l'ordre de 0,6% afin de prendre en compte :

- La mise en place par Lorient Agglomération de la redevance déchet évaluée pour la partie ville (hors Cuisine et CCAS) à +45 K€
- La hausse des frais de maintenance pour prendre en compte le choix de la location-maintenance des copieurs de la ville et non plus de leur acquisition ainsi que la maintenance de nouveaux progiciels métiers : +40 K€
- La hausse des dépenses de sécurisation des manifestations en particulier des « jeudis de Ploemeur »... : +10 K€
- La mise en place d'opérations d'animations de Noël : +10 K€

Ces dépenses sont compensées pour partie par des économies réalisées sur les fluides et fournitures diverses.

### **- Les charges de personnel**

Les dispositions de la loi NOTRe du 7/08/2015 prévoient que les collectivités locales doivent désormais à l'occasion de la présentation du DOB préciser l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.

## **a) L'exécution prévisionnelle et l'évolution de la masse salariale**

En 2016, l'exécution budgétaire est la suivante au 31/10/2016 :

| FONCTIONNEMENT                                 | CA 2015       | BP 2016    | Budget 2016 | CA 2016    | BP 2017    | Evolution BP |
|------------------------------------------------|---------------|------------|-------------|------------|------------|--------------|
|                                                |               |            |             | Projection | Estimation | 2017/2016    |
| Dépenses                                       |               |            |             |            |            |              |
| 011 Charges générales                          |               |            |             |            |            |              |
| 6184 - Frais de formation                      | 39 081,76     | 100 000    | 100 000     | 50 000     | 100 000    | 0,00%        |
| 012 Charges de personnel                       | 10 498 109,34 | 10 500 000 | 10 500 000  | 10 400 000 | 10 650 000 | 1,43%        |
| Recettes                                       |               |            |             |            |            |              |
| 013 Remboursement charges de personnel         | 406 426,12    | 345 000    | 398 000     | 430 000    | 400 000    | 0,50%        |
| 70 Rattachement personnel mis à la disposition |               |            |             |            |            |              |
| 70841 - Pers mis à disposition budgets annexes | 49 825,62     | 50 000     | 120 000     | 120 000    | 120 000    | NS           |

Une évolution réelle de la masse salariale de 1% au maximum doit demeurer l'objectif annuel à périmètre d'activité constant afin de maîtriser cette dépense représentant 60% du budget de fonctionnement. Or, sous l'effet de facteurs externes et internes, la masse salariale devrait évoluer de 1,43% :

### 1) Les facteurs externes

A ce stade de l'élaboration budgétaire, la prévision 2017 tient compte des mesures de politique salariale prévues dans le cadre de l'accord relatif à l'avenir de la fonction publique visant la modernisation des parcours professionnels, des carrières et des rémunérations ainsi que de la revalorisation du point d'indice de 0,5% en février 2017 générant une augmentation estimée de l'ordre de 50 K€/an.

### 2) Les facteurs internes

- Les effets du GVT (Glissement, Vieillesse, Technicité) : les avancements prévisionnels d'échelons de l'année 2017 représentent un coût de l'ordre de 25 K€. Par ailleurs, l'estimation des avancements de grades pour 2017 s'établit à 15 K€,
- L'assurance statutaire des agents de la collectivité suite à la dernière consultation verra la cotisation annuelle s'accroître de 100 K€,
- L'enveloppe allouée au régime indemnitaire des agents sera abondée de l'ordre de 50 K€ suite à la volonté de la Municipalité d'instaurer dans le cadre du nouveau régime indemnitaire des agents (RIFSEEP : régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel) un complément indemnitaire d'activité.

### b) Les effectifs

A la date de rédaction de ce document, l'état des effectifs est le suivant :

Postes budgétaires : 236 postes

Effectifs pourvus : 230 agents

Effectifs d'agents non titulaires : 55 agents

Dans l'optique de se conformer à la législation en vigueur sur l'emploi des contractuels, de réduire une certaine précarité des emplois proposés par la ville liée à l'intermittence des périodes de travail mais aussi pour anticiper l'évolution du périmètre d'action de la

collectivité dans les années à venir et pour permettre également une certaine flexibilité dans le remplacement des agents titulaires tout en maintenant la qualité du service public, la municipalité a contracté en juillet 2015 un marché de prestations de services pour la mise à disposition et l'accompagnement socio-professionnel de personnel. Cette orientation traduit notamment la volonté de la municipalité d'aboutir à un accompagnement particulier des agents anciennement sous contrat à la ville qui bien que disposant déjà d'un savoir-faire, n'étaient pour autant pas détenteurs des diplômes et des qualifications nécessaires dans le milieu du travail pour trouver un emploi plus pérenne. L'objectif est donc de construire parallèlement au travail réalisé dans la collectivité ou ailleurs avec cet accompagnateur social un parcours professionnel et dispenser des formations qui leur permettront d'acquérir des qualifications. L'année 2016 s'est traduite par ailleurs par la signature de 4 CDI intérimaires avec l'accompagnateur social réduisant de fait la situation précaire de certains anciens agents sous contrat de remplacement à la ville.

La collectivité n'enregistrera pas de départ massif à la retraite avant 2020, le rythme des départs prévisionnels est de l'ordre de 5 à 6 agents par an à la ville. Des départs plus conséquents (environ 17 agents en 2020 et 12 agents en 2021) devraient être constatés sur la base des conditions légales de départ à la retraite actuellement applicables.

#### c) La politique de rémunération

La rémunération accessoire de la collectivité va faire l'objet d'une refonte du fait de la mise en œuvre du nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) qui sera soumis en début d'année 2017 au Conseil Municipal.

Les agents bénéficient également d'une prime annuelle (916 € bruts pour les agents titulaires et 1 014 € bruts pour les autres catégories de personnel) versée par la ville dont le montant total s'est élevé à 403.650 € pour 517 bénéficiaires en 2015.

La ville participe enfin à hauteur de 20 €/mois à la prise en charge d'une partie de la cotisation des agents adhérents à une mutuelle labellisée pour le « maintien de salaire » en cas d'absence de plus de 3 mois. Cette participation avoisine 80 K€ pour la ville et le CCAS.

En ce qui concerne les avantages en nature et les prestations sociales, la collectivité :

- participe à la pris en charge à hauteur de 50% des abonnements de transport public et autres moyens de déplacement (location de vélos...),
- verse chaque année une subvention au Comité des Œuvres Sociales (33.950€ en 2016),
- adhère en matière d'action sociale au Comité National d'Action Sociales (CNAS) moyennant le versement d'une cotisation de 103.391 € (année 2015) pour permettre aux agents de la collectivité de bénéficier de prestations aussi diverses que les chèques vacances, les chèques Noël, les séjours vacances, la billetterie, les prêts... Le montant des prestations versées aux agents s'est élevé à 79.190 € (hors prêt) en 2015.

Que ce soit la participation employeur à la mutuelle prévoyance, l'aide au transport, l'action sociale..., la ville de Ploemeur propose en faveur de ses agents un bon niveau de prestations sociales complémentaires aux rémunérations versées. Celui-ci sera maintenu en 2017.

### **- Les autres charges**

Le dynamisme de la vie associative est à souligner en ces temps de difficultés économiques et sociales. C'est pourquoi, il est envisagé de maintenir l'enveloppe dédiée aux subventions aux associations à périmètre constant. Néanmoins, le travail de rationalisation des méthodes d'attribution de ces subventions sera poursuivi avec notamment une analyse systématique de la situation financière de l'association, la mise en place de conventions d'objectifs et de moyens.

La ville continuera enfin d'accompagner le CCAS par le biais de sa subvention de fonctionnement qui devrait être stable en 2017 (hors impact non connu à ce jour du transfert de la gestion de l'EHPAD à la Mutualité).

A noter enfin la hausse prévisionnelle du contingent versé aux écoles privées pour tenir compte de la hausse de la participation aux dépenses de fonctionnement des écoles sous contrat d'association délibérée au conseil municipal du 7/07/2016 (+40 K€).

### **- Les intérêts de la dette**

L'annuité de la dette 2017 qui connaîtra une stabilité en 2017 par rapport à 2016 compte tenu de l'absence de réalisation d'emprunt et s'établira comme suit :

Capital : 1 859.000 €

Intérêts : 361.000 €

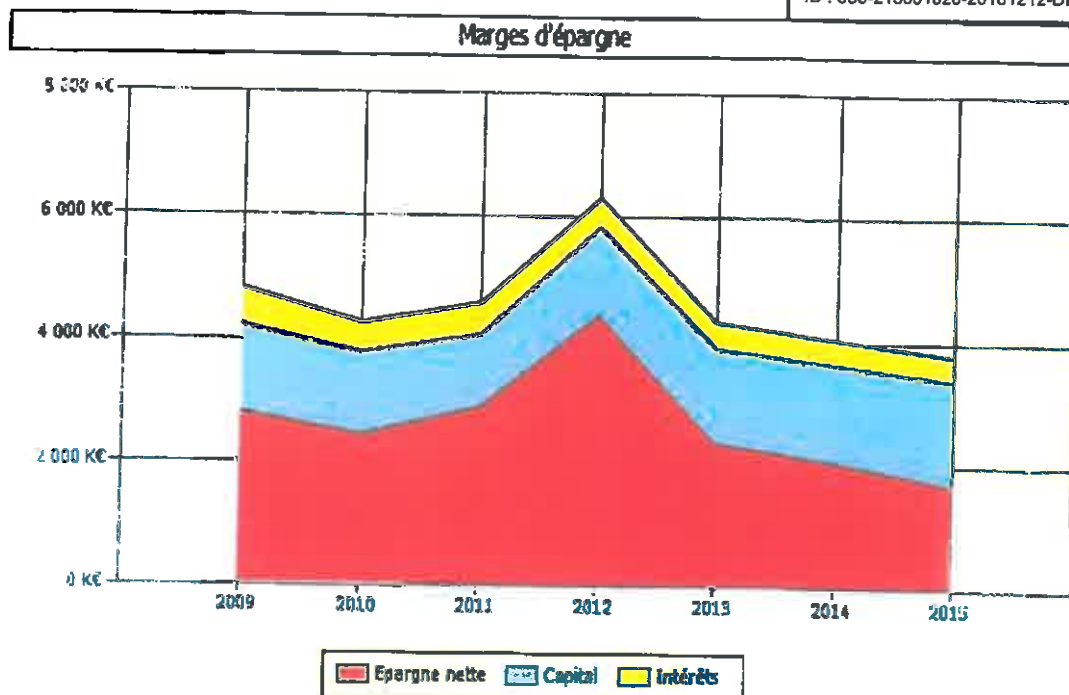
-----  
 2.220.000 €

Cette stabilité de l'annuité, dans un contexte de croissance des marges bancaires est permise également par une gestion active de la dette et par un calibrage des dépenses d'investissements et de leur financement.

La stratégie retenue en matière de gestion de dette consiste à diversifier les sources de financement et notamment les prêteurs, à optimiser le type de produits contractés (taux fixe, taux variable) en fonction de la conjoncture économique et financière et de maintenir une structure de dette essentiellement composée de taux fixes et de taux variables réglementés.

## **2 – INVESTISSEMENT**

Les efforts indispensables qui seront menés pour réduire les dépenses de fonctionnement ne pourront compenser la perte des moyens d'action de la collectivité. La baisse des dotations qui se traduira par une dégradation progressive de l'autofinancement affecté au financement de l'investissement imposera de définir une stratégie d'investissement pour les années à venir. Les projets d'investissement 2017 sont donc évalués à nouveau dans un cadre financier contraint.



Le graphe ci-dessus permet de constater une érosion progressive des épargnes impactées fortement par la baisse des dotations et donc de la capacité de financement de l'investissement. Cette érosion devrait se poursuivre en 2016 et les années suivantes et impose une grande vigilance pour préserver le financement des investissements et maintenir l'offre de service public.

Les objectifs envisagés sont d'accompagner et de développer le dynamisme du centre-ville, d'améliorer les conditions d'accueils des familles dans les différentes infrastructures communales, de favoriser l'installation de jeunes ménages sur la commune, de valoriser les sites naturels et historiques et de poursuivre la mise en place du plan rationnel d'entretien et d'amélioration du patrimoine bâti et non bâti de la commune.

#### a) Les priorités pour 2017

Le repli prévisible de l'épargne sur la période conduira à adopter une stratégie d'investissement reposant sur un programme d'investissement de l'ordre de 5,5 M€ par an compte tenu de la programmation pluri-annuelle de la construction d'un nouveau centre technique municipal.

Sur cette base, le budget 2017 mettra l'accent en matière d'aménagements et d'espaces publics sur :

- la poursuite du programme de déplacements doux : aménagement de cheminements piétons, cyclables, travaux d'accessibilité,...
- Les travaux liés au Triskell (esplanade Oxygène/collège),

En ce qui concerne le patrimoine bâti de la collectivité, il portera sur :

- Le démarrage de la construction d'un nouveau centre technique municipal,
- Le lancement des études d'assistance à maîtrise d'ouvrage concernant la maison des ploemeurois et le réaménagement de l'îlot St Joseph,
- L'entretien et la rénovation des bâtiments (couverture, mise aux normes électriques et thermiques) en recherchant l'efficacité énergétique,
- La mise en accessibilité progressive de son patrimoine,
- Les travaux d'extension au cimetière de Cornouaille et la réalisation de cavurnes,
- Le lancement du programme pluri annuel de renouvellements des équipements informatiques et de réseaux,

Enfin, le renouvellement des équipements nécessaires au fonctionnement des services publics (matériel informatique, mobilier, véhicule et matériel divers) se poursuivra ; les dépenses récurrentes étant estimées à 1,5 M€ en moyenne chaque année.

#### b) Le financement du programme d'investissement

Il sera assuré par :

- les recettes propres d'investissement (FCTVA, taxe d'urbanisme) estimées à 825 K€,
- des subventions et participations des autres collectivités évaluées à 55 K€,
- des cessions foncières du patrimoine (150 K€),
- les dotations aux amortissements estimées à 580 K€,
- l'autofinancement dégagé de la section de fonctionnement qui avoisinerait 1,8 M€,
- l'emprunt dont le montant sera affiné en fonction de l'autofinancement dégagé.

### IV – LES BUDGETS ANNEXES

La ville a individualisé certaines activités à travers 3 budgets annexes :

- le budget de la cuisine centrale
- le budget des affaires économiques
- le budget de la zac de Kerdroual

#### Le budget de la cuisine centrale

Le budget devrait être stable par rapport à 2015 (+0,6%). En ce qui concerne la masse salariale, elle devrait être en hausse de l'ordre de 2,7% afin de tenir compte des facteurs internes et externes d'évolution de la masse salariale évoqués pour le budget principal de la ville (GVT, assurance statutaire, régime indemnitaire...).

Compte tenu des recettes attendues, l'équilibre du budget n'impose pas d'inscrire de subvention d'équilibre versée par le budget principal.

Côté investissement, la dotation aux amortissements (34 K€) financera le renouvellement des équipements de la cuisine.

### Le budget des affaires économiques

Les dépenses du budget des affaires économiques seront en hausse par rapport à 2016 pour prendre en compte de la rémunération de la directrice dans la masse salariale des agents mis à disposition de la ville au budget affaires économiques (70 K€).

Les recettes sont en hausse également du fait de la reprise des provisions existantes constituées pour risques financiers de 42 K€ (loyers impayés)

Les investissements d'un montant prévisionnel de 134 K€ porteront sur des acquisitions foncières dans les terrains de camping faisant l'objet de baux emphytéotiques, l'entretien du patrimoine économique...

### Le budget zac de Kerdroual

Il sera ajusté en fonction des réalisations constatées en 2016 à la date d'élaboration du budget sans que soient modifiées les inscriptions budgétaires initiales.

En conclusion, compte tenu des éléments qui précèdent, le budget 2017 est construit selon les axes suivants :

- 1 – contrôler l'encours de dette afin de ne pas dépasser 17,38 M€,
- 2 - ne pas augmenter la fiscalité en 2017 ;
- 3 - assurer une part d'autofinancement des investissements importante
- 4 - ajuster les projets d'investissements à la capacité de financement résultant :

- tout d'abord des deux variables ci-dessus (l'emprunt et l'épargne nette)
- de l'éventuelle affectation de ressources d'investissement (subventions et/ou cessions d'actif - des réserves foncières principalement)
- de leur impact éventuel sur le fonctionnement.

Vu le Code général des collectivités ;

Vu l'avis de la commission « Finances, ressources humaines » du vendredi 2 décembre 2016

Vu le rapport présenté en séance du Conseil municipal ;

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,**

➤ **APPROUVE** les orientations budgétaires pour 2017

**Délibération adoptée à la MAJORITE – 5 CONTRE (Irène Bellec, Daniel Le Lorrec, Sylvain Britel, Michel Le Mestrallan, Thierry Le Floch) – 3 ABSTENTIONS (Nohwenn Delalee, Jean Guillaume Gurlain, Yolande Allanic).**

Le registre dûment signé.  
Pour extrait certifié conforme.

